

stellvertretende  
ern

**DIE LINKE.**  
I M B U N D E S T A G



MAI  
2021



## Quelle gauche en Allemagne ?

### Le parti Die Linke en pleine crise identitaire

Thorsten HOLZHAUSER

Comité d'études  
des relations  
franco-allemandes  
(Cerfa)

---

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0349-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : Une affiche de campagne électorale du parti Die Linke dans une rue de Munich, en Allemagne, le 23 juillet 2017.

© Alexandros Michailidis/Shutterstock.com

#### **Comment citer cette publication :**

Thorsten Holzhauser, « Quelle gauche en Allemagne ? Le parti Die Linke en pleine crise identitaire », *Notes du Cerfa*, n° 161, Ifri, mai 2021.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## **Notes du Cerfa**

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## **Le Cerfa**

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

# Auteur

Né en 1985, **Thorsten Holzhauser** est un chercheur auprès de la fondation Theodor-Heuss-Haus (Stiftung Bundespräsident-Theodor-Heuss-Haus Stiftung). Il a consacré sa thèse de doctorat à l'histoire de l'intégration du Parti du socialisme démocratique (PDS) dans l'Allemagne réunifiée (publié sous le titre *Die Nachfolgepartei*, Berlin 2019). Depuis l'obtention de son doctorat, il s'intéresse à l'évolution du parti Die Linke et au paysage politique allemand. En parallèle, il se dédie à l'histoire de la démocratie libérale au XX<sup>e</sup> siècle et à l'histoire des discours d'épuration et d'amnistie en Allemagne, en Autriche et en France après la Seconde Guerre mondiale.

# Résumé

À l'occasion du congrès de Die Linke qui s'est tenu en février 2021, le parti s'est doté d'un nouvel exécutif. La nouvelle équipe de direction aura pour tâche de mener le parti vers les élections fédérales du mois de septembre et par la suite, essayer de former un gouvernement de centre gauche au niveau fédéral. Ou ne s'agit-il là que d'une illusion ?

Le congrès du parti a en effet été dominé par des débats houleux, notamment sur l'orientation qu'il doit prendre ainsi que sur son identité politique. Tout autre formation se serait inquiétée de l'incapacité à définir une ligne politique et de savoir à quel électorat il s'adresse à quelques mois des élections fédérales. La controverse au sein du parti Die Linke ne reflète pas simplement des querelles intestines fréquentes au sein des partis de gauche. Elle découle aussi de l'histoire même du parti, depuis ses origines. À cela s'ajoute le fait que même les partis politiques allemands ne peuvent échapper aux conflits identitaires et sociopolitiques auxquels les partis politiques doivent faire face partout dans le monde occidental. Qu'en est-il de la capacité du parti Die Linke à gouverner ? Quelle ligne souhaite-t-il incarner et comment voit-il son rôle dans une éventuelle coalition avec le SPD et les Verts ? Et qui, au sein du parti, serait en mesure d'apporter des réponses à ces questions ?

# Abstract

In late February 2021, Germany's left-wing party Die Linke gave themselves a new party executive. The new team is supposed to lead the party into the federal elections in September and, if possible, into a national centre-left government.

Or do they? The conference was accompanied by infights and controversies about the party's direction and identity. With only a few months ahead until the elections, any other party would be alarmed by the fact that their leaders and members were still debating the fundamental question of ideology and strategy: What is left-wing policy and who is its target group? However, in the case of Germany's Die Linke, its tendency to controversy does not only reflect a notorious pattern among left-wing parties but also the party's specific history and origins. Additionally, growing conflicts of social values and identity politics are troubling political parties in Germany as much as in other Western countries. What is Die Linke's attitude towards potential government participation? How do they describe their primary goals? And which group within the party is giving which answer to these questions? This paper takes a closer look at Die Linke, its development, its most important representatives, and its current situation before the 2021 federal election.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>LA LONGUE HISTOIRE D'UN PARTI RÉCENT : DU SED À DIE LINKE.....</b>	<b>8</b>
<b>GREGOR GYSI ET LA GÉNÉRATION DE LA RECONSTRUCTION .....</b>	<b>12</b>
<b>BARTSCH, RAMELOW ET L'AILE DES « RÉALISTES ».....</b>	<b>14</b>
<b>SAHRA WAGENKNECHT ET LES POPULISTES .....</b>	<b>17</b>
<b>KATJA KIPPING ET LA NOUVELLE GÉNÉRATION.....</b>	<b>20</b>
<b>EN MARCHÉ VERS LE POUVOIR ? LES PERSPECTIVES DE DIE LINKE AU REGARD DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DE 2021 .....</b>	<b>22</b>

# Introduction

Au printemps 2021, le parti allemand de gauche Die Linke est à nouveau en pleine crise identitaire. Tout autre parti se serait inquiété de l'incapacité à définir sa politique et à savoir qui il représente à quelques mois des élections fédérales. Pour Die Linke la recherche de son identité est cependant récurrente. Ces discussions permanentes ne reflètent pas seulement cette tendance des partis de gauche à se diviser en factions rivales et au final à se saborder, mais résultent également de l'histoire du parti. Dans l'ex-Allemagne de l'Est gouvernée par le SED – le Parti socialiste unifié d'Allemagne, principal parti de la République démocratique allemande (RDA) –, toute opposition était interdite. Après la chute du mur en 1989, le pluralisme est alors devenu une caractéristique de la gauche démocratique. Il fait aujourd'hui partie de la conception de la démocratie et de l'histoire du parti Die Linke. À cela s'ajoute le fait que les partis allemands n'échappent pas aux conflits sociaux et identitaires de plus en plus vifs, qui secouent le monde politique partout en Occident.

Ces luttes intestines s'inscrivent toutefois dans un contexte particulier en cette année d'élections fédérales. Pour la première fois depuis neuf ans, Die Linke a élu deux nouvelles personnes à la tête du parti : Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow, qui succèdent au duo Katja Kipping – Bernd Riexinger. À l'occasion du passage de relais, les nouvelles présidentes et leurs prédécesseurs se prononcent clairement, en faveur d'une participation active au gouvernement fédéral. Car si les élections fédérales de l'automne prochain devaient se solder par une coalition de centre-gauche composée des sociaux-démocrates, des Verts et de Die Linke, il semblerait que le parti puisse entrer au gouvernement. Mais est-ce vraiment le cas ? Le parti est-il prêt à gouverner ? Quelles sont ses priorités ? Et qu'en pensent les différentes tendances qui le composent ?



# La longue histoire d'un parti récent : du SED à Die Linke

Après Alternative für Deutschland (Afd), Die Linke est le deuxième parti le plus jeune parmi ceux représentés au Bundestag. Il est pourtant l'un des plus anciens du pays. Die Linke existe sous son nom actuel depuis 2007, mais trouve ses origines dans le SED, le Parti socialiste unifié d'Allemagne, qui a gouverné en RDA pendant quarante ans. Alors que l'Allemagne de l'Est était sur le point de s'effondrer à l'hiver 1989/90, le SED a procédé à une réorientation et une restructuration et a adopté un nouveau nom. Il mise sur ce nouveau départ, sous les couleurs d'un parti socialiste démocratique, pour préserver l'État socialiste qu'était la RDA. Le SED a donc laissé place au Parti du socialisme démocratique (PDS), qui a lui-même donné naissance au parti actuel<sup>1</sup>. Son ancien président Lothar Bisky déclarait déjà dans les années 1990 que Die Linke était un « parti récent » à la « longue histoire » – une formule plus que jamais d'actualité<sup>2</sup>.

L'histoire du parti est marquée par de nombreuses transformations<sup>3</sup>. Disposant quasiment des pleins pouvoirs en RDA, le SED est réduit, dans les quelques mois qui suivent la réunification, au statut de petit parti d'opposition. Il quitte le gouvernement du « socialisme réel » pour rejoindre les rangs de l'opposition dans un système capitaliste. Contre toute attente, le PDS ne disparaît pas du paysage politique mais réussit, dans les années 1990, à se stabiliser et à recueillir un nombre relativement élevé de voix dans l'Est du pays. S'il s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier socialiste, il doit toutefois sa survie politique aux fonctionnaires de l'État et aux cadres du parti qui lui restent fidèles, en particulier les anciens membres de l'unité de protection des frontières de la RDA, les ex-agentes et ex-agents de la Stasi (*Staatssicherheitsdienst*) mais également les professeurs d'université et les militaires – des personnes instruites qui ont perdu leurs privilèges suite à l'effondrement de la RDA et voient dans le PDS une « patrie de substitution » (*Ersatzheimat*) et le

---

1. T. Holzhauser, « Die Nachfolgepartei. Die Integration der PDS in das politische System der Bundesrepublik Deutschland 1990-2005 », Berlin/Boston, De Gruyter Oldenbourg, 2019.

2. L. Bisky, « PDS '95. Solidarisch. Alternativ. Bundesweit. Fünf Jahre PDS: Aufgaben und Herausforderungen. Referat auf dem 4. Parteitag der PDS/1. Tagung », *Disput*, n° 3-4, 1995, p. 4-18, en particulier p. 5.

3. J. Weichold, *Die PDS in turbulenten Zeiten. Das erste Jahr der Partei des Demokratischen Sozialismus*, Berlin, Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2020.

défenseur de leur cause<sup>4</sup>. C'est en se présentant comme le mouvement de protestation est-allemand qu'il parvient à élargir son ancrage dans certains milieux sociaux, et qu'il remporte ses plus grands succès électoraux. Aucun autre parti ne dénonce alors avec autant de force l'insécurité, les inégalités sociales et le déclassement subi par une grande partie de la population de l'ex-RDA, face au capitalisme<sup>5</sup>. Alors que les autres partis défendent l'émergence de nouvelles libertés et les nouveaux droits de participation démocratique dans cette Allemagne réunifiée, le PDS alerte sur l'émergence d'un conflit culturel qu'il considère comme « quasi colonial ». Il avance la théorie que l'Ouest veut faire disparaître l'identité est-allemande<sup>6</sup>. Le parti adopte ainsi une politique identitaire post-socialiste, appelant les citoyennes et citoyens de l'ex-RDA à revendiquer fièrement les conquêtes sociales et l'héritage de cet État, en prenant soin d'occulter les épisodes sombres de son passé.

Si cette rhétorique permet au PDS de recueillir les voix des populistes, le parti agit comme intermédiaire au cours d'un processus de transformation de la société<sup>7</sup>. Il soutient les locataires dans leurs demandes d'allocations pour le logement, anime un réseau d'associations et d'organisations sociales et devient à l'Est un allié des syndicats et des initiatives citoyennes dans la lutte contre la désindustrialisation, le chômage, le racisme et les violences d'extrême droite<sup>8</sup>. Au milieu des années 1990, il s'allie pour la première fois avec le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts, dans certaines régions, prenant pour modèle le Parti communiste français et la place qu'il tient au sein de la Gauche plurielle<sup>9</sup>.

C'est ainsi que le PDS, initialement perçu comme le « parti de la dictature », a pu accéder au pouvoir à l'échelle régionale. Le PDS intègre pour la première fois un gouvernement régional en 1998, dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (dans une coalition avec le SPD), puis à Berlin en 2002 (également dans une coalition avec le

---

4. M. Gravier, « Entrer dans l'administration de l'Allemagne unifiée : une approche anthropologique d'un rituel d'intégration (1990-1999) », *Revue française de science politique*, n° 3, 2003, p. 323-350 ; N. Leonhard, *Integration und Gedächtnis. NVA-Offiziere im vereinigten Deutschland*, Constance, UVK Verlag, 2016.

5. F. Bösch, « Geteilt und verbunden. Perspektiven auf die deutsche Geschichte seit den 1970er Jahren. », in *Geteilte Geschichte. Ost- und Westdeutschland 1970-2000*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht 2015, p. 7-37, en particulier p. 35.

6. A. Brie, « Vorlage für den Parteivorstand der PDS zu einer Wahlstrategie 1994 », *Archiv Demokratischer Sozialismus*, PDS-PV-140, 10 décembre 1992.

7. Y compris les phrases suivantes : L. Probst, *Die PDS – von der Staats- zur Regierungspartei. Eine Studie aus Mecklenburg-Vorpommern*, Hambourg, Verlag Dr. Kovac, 2000, p. 36 ; T. Falkner/D. Huber, *Aufschwung PDS. Rote Socken – zurück zur Macht?*, Munich, Knauer, 1994, p. 102.

8. T. Holzhauser, « Neoliberalismus und Nostalgie. Politische Re-Formationen und die Entstehung der Linkspartei im vereinten Deutschland », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 4, 2018, p. 586-618, en particulier p. 599-601.

9. T. Holzhauser, *Die Nachfolgepartei, op.cit.*, p. 285.

SPD), dans le Brandebourg (2009), en Thuringe (2014) et enfin à Brême (2019). Mais le chemin a été long. Durant les quinze années qui ont suivi la réunification, le PDS est resté un parti de l'Est, où il recueille régulièrement plus de 20 % des voix, mais n'est pas parvenu à convaincre l'électorat de l'Ouest, peu enclin à voter pour un parti plus à gauche que le SPD et les Verts<sup>10</sup>. La situation change pendant le second mandat de Gerhard Schröder, entre 2002 et 2005. Le PDS prend alors la tête du mouvement de protestation contre les réformes du marché du travail de l'« Agenda 2010 »<sup>11</sup> et conclut pour les élections fédérales de 2005 une alliance avec l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG) – une formation hétérogène qui rassemble des anciens sociaux-démocrates de l'Ouest, des communistes, des trotskistes et un électorat protestataire. Avec à sa tête l'ex-président du SPD Oskar Lafontaine et l'ex-chef du PDS Gregor Gysi, l'alliance PDS-WASG triomphe aux élections fédérales, récoltant 8,7 % des voix. Pour la première fois, ces partis ne sont pas seulement plébiscités par certaines parties de l'électorat en Allemagne de l'Ouest, mais également par les milieux ouvriers des régions industrielles de l'Ouest<sup>12</sup>.

Le duo Oskar Lafontaine/Gregor Gysi forme alors le cœur de l'actuelle Die Linke et devient un exemple pour les autres mouvements de gauche en Europe. De la « France insoumise » à Podemos, nombre de formations s'inspirent de son modèle fédérateur. Après la fusion qui donne naissance au parti sous sa forme actuelle en 2007, Die Linke enregistre des scores encore plus importants aux élections fédérales de 2009. Alors que le pays est en pleine crise économique et financière, le parti recueille 11,9 % des suffrages notamment au détriment d'un SPD affaibli. Il fait en outre son entrée dans plusieurs Parlements régionaux de l'ouest de l'Allemagne entre 2005 et 2010. Le parti régional d'ex-Allemagne de l'Est devient une force politique nationale.

Mais cette popularité s'accompagne rapidement de conflits internes et de luttes intestines. Die Linke, née de la fusion de la WASG et du PDS, est un parti disparate, marqué dès ses débuts par un curieux mélange de conflits et de cohésion. Le départ d'Oskar Lafontaine en 2009-2010 a bien failli provoquer la scission du parti. Le duo Bernd Riexinger – Katja Kipping (2012-2021) à sa tête a

---

10. M. Meuche-Mäker, *Die PDS im Westen 1990–2005. Schlussfolgerungen für eine neue Linke*, Berlin, Dietz, 2005.

11. Ensemble de réformes lancées par Gerhard Schröder pour mettre en œuvre une refonte du marché du travail (NdT).

12. H. Schoen/J. W. Falte, « Die Linkspartei und ihre Wähler », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 51–52, 2005, p. 33–40 ; O. Nachtwey/T. Spier, « Günstige Gelegenheit? Die sozialen und politischen Entstehungshintergründe der Linkspartei », in T. Spier/F. Butzlaff/M. Micus/F. Walter (dir.), *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?*, Wiesbaden, VS Verlag, 2007, p. 13–69, en particulier p. 27–36.

toutefois réussi à éviter la désintégration du parti, sans pour autant résoudre ses conflits internes. Les membres de Die Linke s'opposent sur la relation à la société capitaliste, la position à adopter face aux potentielles coalitions gouvernementales et la polarisation entre une gauche privilégiant une approche nationale et une gauche plutôt cosmopolite. Ses différentes figures de proue, derrière lesquelles se range aujourd'hui encore une grande partie de son électorat, illustrent parfaitement ces divergences. Elles représentent non seulement des générations et des expériences différentes, mais aussi des objectifs et des stratégies politiques divergents au sein du parti.

# Gregor Gysi et la génération de la reconstruction

Lorsque Gregor Gysi, né en 1948, fait ses premiers pas sur la scène internationale lors de la manifestation de novembre 1989 sur Alexanderplatz à Berlin, c'est un avocat de Berlin-Est relativement peu connu. Quelques semaines plus tard, il prend la tête du SED. Depuis, trente ans ont passé et Gysi n'a pas quitté la politique. Il est actuellement le porte-parole sur les questions de politique extérieure du groupe parlementaire de Die Linke au Bundestag. Il a occupé des fonctions très diverses durant sa longue carrière en Allemagne réunifiée : il a été président du parti (entre 1989 et 1993), président du groupe parlementaire au Bundestag (entre 1990 et 2000, puis entre 2005 et 2015), puis président du Parti de la gauche européenne (entre 2016 et 2019) et, brièvement, ministre de l'Économie et Maire-adjoint de Berlin (en 2002) – un chemin loin d'être tout tracé. Fils du ministre de la Culture de la RDA Klaus Gysi, Gregor Gysi grandit au sein de l'élite socialiste, devient avocat et se fait remarquer en défendant les chefs de l'opposition en RDA. En décembre 1989, après le départ forcé des membres du Bureau politique Erich Honecker et Egon Krenz, c'est assez naturellement que l'*outsider* Gregor Gysi prend la tête du SED, alors en difficulté. Il a pour mission d'insuffler un nouveau souffle au parti et de former le PDS. Gregor Gysi est notamment soutenu par le politologue André Brie, né en 1950, directeur de campagne et de la stratégie du parti, et par Lothar Bisky, ancien recteur de l'école de cinéma et de télévision de Babelsberg à Potsdam, né en 1941 et mort en 2013, qui fut longtemps président du parti.

Les « socialistes réformateurs » que sont Gregor Gysi, Brie et Bisky ont passé une grande partie de leur vie en RDA. Ces « fils du régime » entretiennent un lien étroit avec l'ex-Allemagne de l'Est<sup>13</sup>. N'ayant réussi à sauver ni leur État ni leur patrie, ils partent en 1990 à la recherche d'une nouvelle patrie dans cet État nouveau qu'est l'Allemagne réunifiée. En quête de reconnaissance sociale, ils cherchent, avec leur électorat, à « trouver [leur] place dans l'Allemagne fédérale »<sup>14</sup>. Le parti aspire à trouver sa place comme représentant de la gauche en Allemagne aux côtés du SPD et des Verts

---

13. M. Koß, « Von der SED zur PDS. Die Partei zwischen Niedergang, Selbstaflösung und Neuanfang », in M. Gutzeit/H. Heidemeyer/B. Tüffers (dir.), *Opposition und SED in der friedlichen Revolution. Organisationsgeschichte der alten und neuen politischen Gruppen 1989/90*, Düsseldorf, Droste, 2011, p. 181–191, en particulier p. 182.

14. A. Brie, « Ankommen in der Bundesrepublik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 10, 1996, p. 1161-1165.

et, le moment venu, à entrer au gouvernement, le seul moyen de former une société socialiste et démocratique.

La carrière de Gregor Gysi illustre parfaitement cette stratégie. Sous les feux de la critique en tant que président du SED et premier président du PDS, il devient rapidement omniprésent dans l'*establishment* politico-médiatique. Que ce soit au parlement, dans ses innombrables apparitions à la télévision ou lors de tables rondes, il surprend avec ses manières bourgeoises, son humour et son charme, mais agace par sa nostalgie pour la RDA et son rapport à la Stasi. Ancien informateur de la Stasi, son acolyte André Brie se voit contraint de démissionner en 1992, mais Gregor Gysi balaye avec habileté et ironie les accusations selon lesquelles il aurait livré des personnes à l'ex-police politique. Gregor Gysi manie le jeu des médias au même titre que d'autres représentants d'une politique post-idéologique, alors même qu'il est à la tête d'un parti profondément marqué par l'idéologie. Il n'hésite pas à sauter en parachute à des fins promotionnelles, participer à des émissions de divertissement et parfois même à endosser le rôle d'animateur de télévision<sup>15</sup>.

Gregor Gysi ne craint pas les paradoxes, qui traduisent aussi les contradictions du parti Die Linke au cours de ces trois dernières décennies. Précurseur de l'affirmation des Allemands de l'Est, Gregor Gysi entretient toutefois d'excellentes relations avec l'*establishment* politique, économique et religieux de l'Ouest. Socialiste convaincu, il se présente tantôt comme anticapitaliste, tantôt comme défenseur des entreprises. Sur le plan de la politique extérieure, il accuse l'OTAN en 1999 de mener au Kosovo une guerre contraire au droit international et se rend à Belgrade pour rencontrer Slobodan Milosevic. Aujourd'hui, ses convictions en matière de politique extérieure sont plus modérées. Il prône de meilleures relations avec la Russie, sans toutefois rejeter fondamentalement l'OTAN. Si la question de la participation au gouvernement fédéral de Die Linke se posait, ce n'est pas sur ce point que les négociations échoueraient. En tout cas c'est le message que le parti tente de faire passer. La participation du parti au gouvernement fédéral – avec une potentielle entrée de Gregor Gysi comme ministre des Affaires étrangères – serait pour lui la consécration d'une vie ; le signe qu'il a su démocratiser le SED et le transformer en force politique respectable dans l'Allemagne fédérale.

15. J. König, *Gregor Gysi. Eine Biographie*, 2<sup>e</sup> édition, Berlin, Rowohlt, 2005, p. 321.

## Bartsch, Ramelow et l'aile des « réalistes »

Si Gregor Gysi a été pendant longtemps la figure de proue incontestée du parti, il s'efforce aujourd'hui d'endosser le rôle de doyen. En 2015, il a ainsi laissé à son allié de longue date Dietmar Bartsch, né en 1958 sa place de président de groupe parlementaire au Bundestag. Dietmar Bartsch représente la génération pivot du parti : des femmes et hommes politiques nés dans les années 1950 et 1960, qui ont grandi avec le « socialisme réel », mais ont pour la plupart fait carrière dans l'Allemagne réunifiée. Se démarquant par leur professionnalisme, leur absence de parti pris idéologique, leur grand sens du compromis et leur penchant réformateur et réaliste, ils sont qualifiés par l'opinion publique de « réformateurs » ou, en référence à la rhétorique des Verts, de « *Realos* » (réalistes), voire parfois de « sociaux-démocrates qui s'ignorent ». Le président du groupe parlementaire Dietmar Bartsch ne cache pas sa volonté de faire entrer Die Linke au gouvernement fédéral. Il est également de notoriété publique qu'il serait prêt à briser pour cela des tabous au sein de Die Linke. Cet ancien consultant en entreprise l'a montré en janvier 2021 lorsqu'il a pris la parole dans plusieurs médias avec le président du Parti libéral-démocrate (FDP) Christian Lindner pour dénoncer le mépris dont avait fait preuve le gouvernement fédéral à l'égard du parlement pendant la crise du coronavirus<sup>16</sup>.

Mais le représentant le plus emblématique de l'aile « *Realo* » est Bodo Ramelow, avant tout en raison de son mandat de ministre-président de la Thuringe. Investi à ce poste en 2014, il devient le premier représentant du parti Die Linke à se faire élire à la tête d'un *Land*. Il est aujourd'hui le seul homme politique de Die Linke à occuper un poste de ministre-président, ce qui lui confère une réelle responsabilité dans la gestion de la pandémie de coronavirus en Allemagne, à travers le pouvoir qu'il détient de décider du confinement, d'interdictions de rassemblements et de mesures de soutien économique. Ce n'est toutefois pas la seule raison pour laquelle Bodo Ramelow fait figure d'exception dans son parti. Contrairement à la majorité de ses alliés « *Realo* », il n'est pas né en RDA mais en Allemagne de l'Ouest. Il est protestant dans un parti laïc et, alors qu'une grande partie de la population de l'Est s'installe à l'Ouest pour des raisons professionnelles dans les années 1990, Bodo Ramelow a emprunté le chemin inverse en devenant représentant syndical en ex-RDA.

---

16. D. Bartsch et C. Lindner, « Keine Politik ohne Debatte », *Spiegel Online*, 20 janvier 2021, disponible sur : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de).

À l'instar de Gregor Gysi, Bodo Ramelow surprend à la fois ses alliés et ses détracteurs. Cet ancien syndicaliste et cadre du parti qui arborait souvent un anorak rouge affiche aujourd'hui un style bourgeois, optant volontiers pour un costume trois-pièces. L'objectif est de montrer qu'il n'a pas l'intention de provoquer une révolution communiste. Allemand de l'Ouest installé en ex-RDA et homme politique de gauche dans une Thuringe conservatrice, Bodo Ramelow se présente comme un rassembleur soucieux de lever les réserves de ses opposants politiques. C'est ainsi qu'il a pu faire de Die Linke une force politique et le « parti populaire » (*Volkspartei*) en Thuringe. Pour autant, Bodo Ramelow ne fait pas l'unanimité. À l'automne 2020, son immunité parlementaire est levée après avoir traité d'« ordures » un député de l'AfD – parti d'extrême droite – dans un débat au *Landtag*<sup>17</sup>. Et en janvier 2021, il tient sur la plateforme en ligne *Clubhouse* des propos dédaigneux et indiscrets sur Angela Merkel (« la petite Merkel ») et sur la teneur des réunions des ministres-présidents<sup>18</sup>.

Mais c'est en février 2020 que Bodo Ramelow se fait particulièrement remarquer. Après avoir échoué à se faire élire au poste de ministre-président face au candidat du FDP alors inconnu, Thomas Kemmerich, Bodo Ramelow provoque un tollé dans le *Land* en déclarant que les libéraux ne doivent leur victoire qu'aux voix du groupe parlementaire de l'AfD. C'est un coup de tonnerre. Bodo Ramelow se présente alors en chef de file du camp antifasciste et se montre à la fois militant et progouvernemental. Après que Thomas Kemmerich ait été contraint de démissionner sous la pression de l'opinion publique, Ramelow conclut un accord politique avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU), alors dans l'opposition. Pour sortir de l'impasse, les chrétiens-démocrates, anciens soutiens de Thomas Kemmerich, consentent à la réélection de Ramelow au poste de ministre-président, aidant ainsi les partis de gauche à former un gouvernement minoritaire. Alors qu'ils auraient pu s'allier aux partis de droite, les conservateurs font le choix de s'unir avec la gauche. C'est un nouveau coup de tonnerre. En contrepartie il est convenu d'organiser des élections régionales anticipées en 2021.

L'accord passé entre Bodo Ramelow et la CDU est une grande victoire pour son parti, qui dépasse les frontières régionales. Traditionnellement, l'une des principales stratégies de la CDU – et l'une des plus réussies – est de se dissocier clairement de Die Linke en

17. « Abgeordneten-Immunität von Ramelow und Höcke aufgehoben », *Zeit Online*, 4 décembre 2020, disponible sur : [www.zeit.de](http://www.zeit.de).

18. A.-S. Schneider, « Ramelow hat sich persönlich bei der Kanzlerin entschuldigt », *Spiegel Online*, 27 janvier 2021, disponible sur : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de).



défendant un « front républicain »<sup>19</sup>. Mais cette stratégie s'avère bien moins crédible depuis que la CDU a aidé un ministre-président issu de Die Linke à accéder au pouvoir au printemps 2020. La menace de voir arriver Die Linke au gouvernement ne fait plus peur. Reste à savoir si le parti pourra en profiter lors des élections fédérales de 2021.

---

19. T. Holzhauser, « Erosion der Abgrenzung? Das Verhältnis der CDU zur Linkspartei in historischer Perspektive », *Zeitschrift für Parlamentsfragen (ZParl)*, n° 1, 2019, p. 130-148.

# Sahra Wagenknecht et les populistes

Si les réformateurs et les « *Realos* » tels que Gregor Gysi, Dietmar Bartsch et Bodo Ramelow ont pu façonner la stratégie du parti, la question de savoir à qui revenait sa direction est restée controversée. Cette critique émane principalement d'une femme qui acquiert une notoriété à l'échelle fédérale en 1992, Sahra Wagenknecht. À 23 ans et encore étudiante, elle publie un article dans une revue peu connue qui provoque une onde de choc au sein de la direction du parti. Dans cet article, elle fait l'apologie de la politique de modernisation « impressionnante » de Staline et de Walter Ulbricht et dénonce « l'opportunisme » de ses successeurs, qui aurait signé l'arrêt de mort du socialisme<sup>20</sup>. Les détracteurs de Sahra Wagenknecht au sein du parti lui reprochent une « idéologie [...] primitive et inhumaine »<sup>21</sup>, sans aller jusqu'à l'exclure du parti, en raison de sa notoriété. Porte-parole de la « plateforme communiste », elle est soutenue par la frange orthodoxe du parti et s'érige très tôt en opposante à l'aile dominante de Gregor Gysi, André Brie et Dietmar Bartsch. Sahra Wagenknecht se fait rapidement connaître du grand public et devient dans les médias la « jolie communiste » et la « nouvelle Rosa Luxembourg ».

Et la « nouvelle Rosa » connaît une évolution spectaculaire au sein du parti. Cette communiste de l'ex-RDA est sans doute celle qui profite le plus de l'expansion du parti à l'ouest en 2005. Aux côtés de l'ancien social-démocrate Oskar Lafontaine, qu'elle épousera plus tard, elle se fait de nouveaux alliés à l'Ouest, s'éloignant dans le même temps de ses racines communistes. Pendant la crise économique mondiale de 2008-2009, cette économiste de formation ne se réfère plus à Staline mais à Ludwig Erhard, père de l'« économie sociale de marché ». Selon elle, c'est au sein de Die Linke qu'Erhard est « le plus pertinent »<sup>22</sup>. Sahra Wagenknecht connaît également une belle ascension politique. Alors que son mari Oskar Lafontaine disparaît progressivement du paysage politique public, elle accède aux responsabilités. Elle devient vice-présidente du parti en 2010, puis

---

20. S. Wagenknecht, « Marxismus und Opportunismus – Kämpfe in der Sozialistischen Bewegung gestern und heute », *Weißenseer Blätter*, n° 4, 1992, p. 12 - 26.

21. A. Brie, *Also zurück zu Stalin? Eine Auseinandersetzung mit ideologischen Positionen Sahra Wagenknechts*, Archiv Demokratischer Sozialismus, PDS-PV-137, 16 novembre 1992.

22. A. Neubacher/M. Sauga, « Wir brauchen Märkte. Interview mit Sahra Wagenknecht », *Der Spiegel*, 31 décembre 2012, p. 30-32, en particulier p. 32, disponible sur : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de) ; S. Wagenknecht, *Freiheit statt Kapitalismus. Über vergessene Ideale, die Eurokrise und unsere Zukunft*, Francfort-sur-le-Main, dtv, 2012.

vice-présidente du groupe parlementaire en 2011 avant de succéder à Gregor Gysi à la tête du groupe parlementaire au Bundestag aux côtés du « *Realo* » Dietmar Bartsch en 2015.

Difficile de savoir si Sahra Wagenknecht se positionne plutôt à gauche ou à droite au sein du parti. Si elle mène une stratégie de mobilisation populiste et défend les thèmes traditionnels de l'agenda de Die Linke, tels que la redistribution de la richesse et la protection sociale, elle affiche des positions plutôt conservatrices en matière de politique sociale. Elle affirme notamment que ce grand mouvement des « petites gens » s'oppose aux « élites » politiques et économiques et à leur souci du « politiquement correct ». Sahra Wagenknecht s'adresse aux commerçantes et commerçants au chômage, les ouvrières et ouvriers de l'industrie qui menacent de perdre leur emploi, tout comme l'électorat protestataire déçu par les autres partis. Elle n'a de cesse de reprocher à son propre camp d'avoir « délaissé » cette partie de la population<sup>23</sup>. Elle s'oppose également à une coalition avec le SPD. Le principal concurrent de Die Linke n'est désormais plus le parti social-démocrate mais l'AfD. Et Sahra Wagenknecht veut récupérer les électeurs et électrices partis vers l'extrême-droite.

Sahra Wagenknecht et Oskar Lafontaine ne délaissent pas pour autant les questions de politique identitaire. Déjà pendant la campagne électorale de 2005, bien avant la naissance de l'AfD, Oskar Lafontaine se souciait de l'« identité culturelle » de l'Europe<sup>24</sup>, dénonçait une « immigration forcée »<sup>25</sup> et appelait l'État à « empêcher les travailleurs étrangers aux bas salaires de voler les emplois des femmes et des pères de famille »<sup>26</sup>. Lors de la « crise » des réfugiés en 2015-2016, Sahra Wagenknecht fait écho à ces revendications et échoue à faire adopter par son parti une position plus critique face à l'immigration. Selon elle, l'immigration sans limites porte préjudice aux Allemands et aux Allemandes sur le marché du travail, suscite un sentiment d'insécurité et crée des sociétés parallèles<sup>27</sup>. C'est ainsi que Sahra Wagenknecht parvient à attirer l'attention des médias allemands et à asseoir son statut de représentante du parti dans les médias<sup>28</sup>. Elle tente de profiter de cette notoriété à l'automne 2018 pour constituer avec son nouveau mouvement *Aufstehen* (« Debout »)

23. S. Wagenknecht, « Die linken Parteien haben ihre frühere Wählerschaft im Stich gelassen », *Süddeutsche Online*, 23 octobre 2020, disponible sur : [www.sueddeutsche.de](http://www.sueddeutsche.de).

24. O. Lafontaine, *Politik für alle. Streitschrift für eine gerechte Gesellschaft*, Berlin, Econ, 2005, p. 199 sq.

25. *Ibid.*, p. 243.

26. O. Lafontaine (Chemnitz, 14 juin 2005), citation tirée de M. Meisner, « Die NPD lobt Lafontaine. », *Der Tagesspiegel*, 18 juin 2005.

27. P. Beucker, « Mit Stammtischparolen aufholen », *Die Tageszeitung*, 22 mars 2016, disponible sur : [www.taz.de](http://www.taz.de).

28. R. Hilmer et J. Gagné, « Die Bundestagswahl 2017: GroKo IV – ohne Alternative für Deutschland », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, n° 2, 2018, p. 372 - 406, en particulier p. 399.

un mouvement de protestation extraparlamentaire, essayant, en vain, de tirer parti des réussites de Jeremy Corbyn, Bernie Sanders et Jean-Luc Mélenchon et de donner à ses idées une plus grande diffusion<sup>29</sup>. Sahra Wagenknecht ne participe toutefois pas aux vrais mouvements de masse. À l'automne 2018, entre 100 000 et 200 000 personnes manifestent à Berlin contre l'exclusion sociale et le racisme, sous le slogan « Indivisible » – une manifestation soutenue par de nombreuses figures emblématiques de Die Linke, des syndicats et des mouvements sociaux, mais pas par Sahra Wagenknecht<sup>30</sup>. C'est aussi pour cela qu'elle est considérée par une grande partie de Die Linke comme la représentante d'une politique migratoire et sociale de droite, dénuée de toute solidarité. Quelques mois plus tard, Sahra Wagenknecht quitte sa fonction de présidente du groupe parlementaire du parti au Bundestag et se retire du devant de la scène. Elle reste toutefois l'une des personnalités les plus connues et les plus controversées du parti.

---

29. H. Träger, « Die Linke zwischen internen Konflikten, der ersten Koalition im Westen, Niederlagen im Osten und dem Ramelow-Effekt », in U. Jun et O. Niedermayer (dir.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2017*, Wiesbaden, Springer VS, 2020, p. 159-186, en particulier p. 173-175.

30. « Aufstehen bleibt lieber sitzen », *Die Tageszeitung*, 10 octobre 2018, disponible sur : [www.taz.de](http://www.taz.de).

# Katja Kipping et la nouvelle génération

Pendant longtemps, les personnalités les plus connues de Die Linke et des formations qui l'avaient précédé étaient des hommes. Les femmes ont toutefois accédé aux responsabilités plus rapidement que dans la plupart des autres partis, à l'instar de Gabriele Zimmer et Gesine Löttsch, présidentes du parti (entre 2000 et 2003 et entre 2010 et 2012) ou de Petra Pau, vice-présidente du Bundestag depuis 2006. Pour autant, les femmes n'ont pas été aussi médiatisées que leurs homologues masculins. L'ascension politique et médiatique de Sahra Wagenknecht a donc constitué un grand pas pour la culture du parti, d'autant plus qu'elle était en concurrence avec une autre femme : Katja Kipping, présidente du parti entre 2012 et 2021. De près de dix ans sa cadette, Katja Kipping avait douze ans à la réunification de l'Allemagne. Katja Kipping a grandi à Dresde, une ville universitaire très hétérogène sur le plan politique, ancrée dans une Saxe ultraconservatrice. Elle fait ses armes en politique socialiste pendant les luttes sociales des années 1990, alors que la gauche d'Allemagne de l'Est combat l'insécurité sociale, le chômage, le racisme et l'extrême droite.

Une fois élue à la présidence du parti, Katja Kipping défend des idées bien différentes de celles de Sahra Wagenknecht. Alors que cette dernière lutte pour le maintien de l'État providence traditionnel, Katja Kipping défend âprement le revenu universel et se réclame de la « gauche émancipatrice ». Sahra Wagenknecht cible le prolétariat et les ouvriers et ouvrières qui considèrent l'immigration et la modernité comme des menaces, tandis que Katja Kipping s'adresse principalement aux milieux urbains et étudiants radicaux. Elle représente ainsi une gauche « cosmopolite » qui se réclame du social-libéralisme<sup>31</sup>, défend l'ouverture des frontières, manifeste contre le racisme, le sexisme et le changement climatique et qualifie la politique de Sahra Wagenknecht de « trop à droite ».

Katja Kipping est la première personne issue de cette jeune génération de Die Linke, à l'Est comme à l'Ouest, qui domine de plus en plus le parti. Sont également issus de cette génération les députés au *Bundestag* Jan Korte (né en 1977), Caren Lay (née en 1972) et Matthias Höhn (né en 1975), les deux nouvelles co-présidentes du parti Susanne Hennig-Wellsow (née en 1977) et Janine Wissler (née

---

31. K. Hagen, « Rote zocken », *Spiegel Online*, 18 septembre 2020, disponible sur : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de) ; « Linkspartei ohne Gysi. Dürfen die das? », *Der Freitag Online*, 15 octobre 2015, disponible sur : [www.freitag.de](http://www.freitag.de).

en 1981), mais également Amira Mohamed Ali (née en 1980), qui a succédé à Sahra Wagenknecht à la tête du groupe parlementaire au Bundestag. Ces hommes et ces femmes ont comme point commun d'avoir grandi dans l'Allemagne réunifiée et de pouvoir s'affranchir plus facilement que leurs aînés des conflits et des fardeaux historiques. Reste à savoir si cette nouvelle génération y parviendra car elle aussi est très hétérogène. Janine Wissler est présidente du groupe parlementaire au Landtag de la Hesse – à l'ouest – depuis de nombreuses années. Issue d'un courant trotskiste, elle se focalise essentiellement sur la critique du système capitaliste et le lien avec les mouvements extraparlimentaires. Sa co-présidente Susanne Hennig-Wellsow, présidente du groupe parlementaire en Thuringe, représente quant à elle l'aile « *Realo* » modérée et est la plus grande alliée de Bodo Ramelow. Enfin, Amira Mohamed Ali, originaire de Hambourg, est élue présidente du groupe parlementaire en 2019. Elle représente l'aile de Sahra Wagenknecht mais, contrairement à cette dernière, elle est appréciée dans les médias pour son approche constructive<sup>32</sup>. Difficile de prédire l'avenir de cette nouvelle mouture du parti, tant sur le plan des programmes que du pouvoir politique.

---

32. C. Emundts, « Die Besonnene », *tagesschau.de*, 2 décembre 2020, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de).

# En marche vers le pouvoir ? Les perspectives de Die Linke au regard des élections fédérales de 2021

En cette année électorale 2021, Die Linke doit prendre plusieurs décisions majeures. Le parti s'est transformé sous la présidence de Katja Kipping et de Sahra Wagenknecht. Loin de prétendre aux mêmes résultats que pendant les années 1990 et 2000, il se stabilise tout de même autour de la barre des 5 %. Si Die Linke a obtenu 11,9 % des voix aux élections fédérales de 2009, le parti rassemble aujourd'hui entre 6 et 8 % des intentions de vote. Il continue à reculer dans ses bastions situés principalement à l'Est (à l'exception de la Sarre, fief d'Oskar Lafontaine à l'Ouest), sauf en Thuringe. Dans ce *Land* gouverné par Bodo Ramelow, Die Linke peut espérer remporter les élections régionales de septembre prochain. Ailleurs à l'Est, le parti régresse et a perdu son statut de « premier représentant de l'électorat contestataire » au profit de l'AfD<sup>33</sup>. À l'Ouest en revanche, Die Linke a gagné en popularité au cours des dix dernières années et y compte désormais plus de membres qu'à l'Est. Le parti semble se départir de plus en plus de son image de représentant de l'« *Ostalgie* » et du populisme social. Sous la présidence de Katja Kipping et Bernd Riexinger, il séduit les milieux étudiants et urbains, traditionnellement plus proches des Verts. Alors que les Verts se positionnent de plus en plus comme un parti écologiste libéral, représentant de la bourgeoisie cultivée, et s'allient avec des partis conservateurs, Die Linke reprend sa place de premier parti de la critique sociale de gauche.

Le fait que le parti revendique un « *Green New Deal* de gauche » en cette année électorale<sup>34</sup> témoigne de la concurrence accrue entre les deux partis et des priorités de l'électorat. Pendant les élections fédérales de 2017, Die Linke a particulièrement séduit l'électorat des villes universitaires, enregistrant des scores étonnamment élevés à Brême (13,4 %) et à Hambourg (12,2 %) – des villes pourtant situées à l'Ouest<sup>35</sup>. Le parti est entré pour la première fois au gouvernement d'un *Land* de l'Ouest à Brême en 2019, se détachant ainsi de l'Est et

---

33. J. P. Lang, *Abschied vom Osten? Die Linke nach der Bundestagswahl 2017*, Sankt Augustin/Berlin, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2018, p. 5.

34. B. Riexinger, *System Change: Plädoyer für einen linken Green New Deal*, Hambourg, VSA Verlag, 2020.

35. H. Träger, « Die Linke zwischen internen Konflikten, der ersten Koalition im Westen, Niederlagen im Osten und dem Ramelow-Effekt », *op. cit.*, p. 169.

progressant dans les centres urbains de l'Ouest. En revanche, Die Linke a toujours du mal à convaincre les *Länder* ruraux tels que la Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtemberg, où se sont déroulé des élections régionales au printemps 2021<sup>36</sup>. La structure sociale et l'âge des membres du parti ont également évolué. Auparavant composé d'anciens cadres du SED, Die Linke compte désormais « proportionnellement le plus grand nombre de jeunes »<sup>37</sup>. Près d'un sixième de ses membres ont moins de 35 ans<sup>38</sup>. Comparé aux autres partis, Die Linke compte plus de personnes qui se considèrent comme appartenant aux classes sociales défavorisées<sup>39</sup>. Le parti a donc un bel avenir devant lui, à condition de convaincre suffisamment les électeurs et électrices.

Étonnamment, l'opinion publique a très peu pris acte des changements socio-structurels et socio-culturels du parti et de son électorat. Les médias se demandent essentiellement si le parti est prêt à entrer au gouvernement. L'ambition de l'aile « *Realo* » de Dietmar Bartsch, Bodo Ramelow et Susanne Hennig-Wellsow d'entrer au gouvernement n'est un secret pour personne. Katja Kipping s'est elle aussi exprimée explicitement en faveur d'une coalition Verts-SPD-Die Linke à la fin de son mandat à la tête du parti<sup>40</sup>. Et même les membres du parti plutôt critiques à l'égard d'une participation gouvernementale, qui soutiennent leur nouvelle présidente Janine Wissler, ne s'opposent pas catégoriquement à une coalition dans la mesure où elle pourrait provoquer un « tournant politique »<sup>41</sup>. L'aile gauche fixe des « lignes rouges » qui limiteraient considérablement la marge de négociation, comme le révèle le programme actuel : « Nous refusons de prendre part à un gouvernement qui mène des guerres, autorise les opérations de l'armée allemande à l'étranger, accélère l'armement et la militarisation, privatise la prévoyance, mène une politique de démantèlement social et dégrade la capacité des services publics »<sup>42</sup>. Il n'est pas exclu que la frange du parti qui critique le système puisse bloquer son entrée dans une coalition. Il est déjà arrivé dans le passé que les « *Realos* » s'imposent dans des situations

---

36. Die Linke n'a franchi la barre des 5 % lui permettant l'accès au *Landtag* dans aucun de ces deux *Länder*.

37. M. Klein/P. Becker/L. Czezinski *et al.*, « Die Sozialstruktur der deutschen Parteimitgliedschaften. Empirische Befunde der Deutschen Parteimitgliederstudien 1998, 2009 und 2017 », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, n° 1, 2019, p. 81-98, en particulier p. 87.

38. H. Träger, « Die Linke zwischen internen Konflikten, der ersten Koalition im Westen, Niederlagen im Osten und dem Ramelow-Effekt », *op. cit.*, p. 163.

39. Klein *et al.*, *Sozialstruktur*, p. 94.

40. « Diejenige mit mehr Substanz. Interview mit Katja Kipping », *taz.de*, 28 décembre 2020, disponible sur : [www.taz.de](http://www.taz.de).

41. « Wir wollen eine grundsätzlich andere Gesellschaft. Interview mit Janine Wissler », *zeit.de*, 12 juin 2020, disponible sur : [www.zeit.de](http://www.zeit.de).

42. *Programme du parti Die Linke*, Berlin, 2012 [2011], p. 75, disponible sur : [www.die-linke.de](http://www.die-linke.de).



similaires. C'est généralement ce qui s'est passé lorsque le parti a eu la possibilité d'entrer au gouvernement.

La vraie question est de savoir si Die Linke a véritablement une chance de pouvoir former une coalition gouvernementale. D'une part, rien ne garantit que le SPD, les Verts et Die Linke pourraient former une coalition, d'autant plus que cette dernière est loin d'atteindre des scores importants dans les sondages. D'autre part, il ne suffit pas d'obtenir une majorité mathématique pour former une majorité politique. Ses potentiels partenaires de coalition émettent d'importantes réserves sur une éventuelle collaboration avec Die Linke, notamment au sujet de son attitude vis-à-vis de son passé. En effet, bien que plusieurs figures emblématiques du parti aient admis dès les années 1990 les lourdes violations des droits humains en RDA, le parti s'évertue à défendre la légitimité fondamentale de l'« expérience du socialisme ». Les critiques de l'État du SED sont souvent balayées d'un revers de main et assimilées à une ingérence de l'Ouest dans la politique de l'Est<sup>43</sup>. Encore aujourd'hui, Die Linke est vivement critiquée par ses concurrents car certaines de ses figures emblématiques refusent de qualifier la RDA d'« État de non-droit » – une désignation qui ne fait pas l'unanimité à l'Est.

Depuis quelques années, Die Linke se montre bien moins attachée à son passé, notamment en raison du renouvellement de génération. Mais cela continue néanmoins à peser sur ses relations, traditionnellement tendues, avec le SPD notamment. Alors que ce dernier revendique une forte tradition anticomuniste, Die Linke critique toujours vivement son opportunisme, affirmant que le SPD a agi comme un « médecin au chevet du capitalisme » au lieu de le renverser<sup>44</sup>. Dans les années 1990 déjà, le PDS revendiquait une solution « meilleure » et plus authentique – à savoir une social-démocratie plus à gauche et consentant à moins de compromis – avant qu'Oskar Lafontaine ne quitte le SPD pour rejoindre le WASG en 2005 puis Die Linke en 2007, douchant ainsi l'espoir d'une coalition pour de nombreuses années. Depuis, le SPD a eu l'occasion à plusieurs reprises de former une coalition avec les Verts et Die Linke, mais a toujours préféré se rallier à la CDU et la CSU. À cela s'ajoute le fait que les Verts se déplacent de plus en plus au centre de l'échiquier politique et envisagent de former une coalition avec la CDU et la CSU. Ni les Verts, ni le SPD, représenté par son candidat aux élections

43. C. Lannert, « Vorwärts und nicht vergessen? Die Vergangenheitspolitik der Partei DIE LINKE und ihrer Vorgängerin PDS », Göttingen, Wallstein, 2012.

44. « Sozialdemokratische Plattform in der SED-PDS », Neues Deutschland, 9 janvier 1990 ; T. Holzhauser, « Niemals mit der PDS? Zum Umgang der SPD mit der SED-Nachfolgepartei zwischen Ausgrenzung und Integrationsstrategie (1990-1998) », Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte, n° 2, 2014, p. 285-308.

fédérales Olaf Scholz, ne voient dans Die Linke un partenaire de coalition incontournable.

C'est également l'orientation de Die Linke en matière de politique étrangère qui limite ses chances d'accéder au pouvoir. En effet, nombre de ses membres soutiennent sans réserve la Russie, se heurtant à l'incompréhension de l'électorat allemand. L'année dernière, de nombreuses grandes figures du parti se sont fait remarquer en mettant en doute la responsabilité de Moscou dans l'empoisonnement d'Alexeï Navalny<sup>45</sup>. Le parti orienté à l'Est émet également des réserves vis-à-vis de « l'Occident » et de ses institutions : alors que les sociaux-démocrates et les Verts prônent une alliance transatlantique, Die Linke appelle à dissoudre l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et rejette catégoriquement toute opération de l'armée allemande à l'étranger. Le parti a certes tenté à plusieurs reprises dans son histoire de faire preuve d'un plus grand pragmatisme sur le plan de la politique étrangère, mais n'a pas affiché de réel changement jusqu'à présent<sup>46</sup>. Au contraire, le député au Bundestag Matthias Höhn a été pénalisé par le congrès du parti – qui a refusé de l'élire vice-président fin février – pour avoir publié en janvier un document d'orientation esquissant les contours d'une nouvelle politique de sécurité de gauche « qui dépasse les rivalités ». Dans ce document, Höhn remettait en cause de nombreux dogmes du parti, de ses liens avec la Russie à son refus de faire participer l'Allemagne à des missions de maintien de la paix de l'ONU, en passant par son rejet ferme de toute forme d'armement<sup>47</sup>.

On ne sait en outre pas quels seront les effets de la pandémie sur les élections. À l'instar de tous les partis d'opposition, Die Linke a eu du mal à s'imposer face à l'exécutif à l'échelle fédérale et régionale pendant la crise de 2020. En cause notamment le fait que la direction du parti ne se soit pas ralliée au mouvement populiste et complotiste des *Querdenker* (les « libres penseurs »), leur adressant plutôt de vives critiques. Die Linke a longtemps soutenu les mesures prises par le gouvernement fédéral et les *Länder* pour lutter contre la pandémie mais s'est exprimé en faveur d'un « confinement solidaire » associé à des mesures de soutien socio-économiques plus importantes. Le parti appelle à une augmentation de l'indemnité de chômage partiel à hauteur de 90 % du salaire initial et à une hausse des prestations sociales et des aides pour les indépendants et les autoentreprises.

---

45. C. von Salzen, « Schlagabtausch bei den Linken über die Haltung zu Russland », *tagesspiegel.de*, 4 septembre 2020, disponible sur : [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de).

46. T. Holzhauser, « Die Linke, la Bundeswehr et l'évolution de la politique de sécurité allemande », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 235, janvier-mars 2021, p. 215-224.

47. M. Höhn, *Linke Sicherheitspolitik. Ein Diskussionsangebot*, 19 janvier 2021, disponible sur : [www.matthias-hoehn.de](http://www.matthias-hoehn.de).

L'État doit, selon Die Linke, compenser les lourdes conséquences de la pandémie<sup>48</sup>. Le parti cherche ainsi à séduire les personnes qui sont le plus touchées par les conséquences sociales de la crise sanitaire. Cela n'a rien de détonnant dans le climat politique actuel en Allemagne, la coalition gouvernementale misant également sur des aides importantes de l'État. C'est plutôt la question du financement de ces dépenses qui pourrait être source de conflit. Par ailleurs, Sahra Wagenknecht donne régulièrement des sueurs froides au parti, essentiellement par son style politique et ses formules percutantes. Elle a dernièrement appelé à mettre un terme au « confinement sans fin de Merkel »<sup>49</sup> et à ne pas considérer la protection de l'environnement comme « l'apanage des élites », rappelant le discours de l'AfD<sup>50</sup>. Les tensions sont arrivées à leur paroxysme en avril 2021 lorsque Sahra Wagenknecht se laissa désigner comme candidate de Die Linke aux élections fédérales tout en reprochant à certains membres du parti de ne consacrer leurs efforts qu'à des « minorités particulières » au lieu de faire de la politique pour le plus grand nombre<sup>51</sup>.

Derrière l'opposition farouche que suscite Sahra Wagenknecht au sein du parti se cache une question encore en suspens : celui-ci est-il plus populaire lorsqu'il se place en parti nationaliste protestataire de gauche, qui défend les déclassés sociaux ou bien en tant que représentant de la gauche cosmopolite recrutant parmi le milieu étudiant radical ? Une question qui reste sans réponse, même après les mandats de Sahra Wagenknecht et de Katja Kipping. La tentative de Sahra Wagenknecht de séduire l'électorat protestataire social-conservateur n'a pas convaincu le parti. Mais Die Linke ne pourra pas totalement faire l'impasse sur le vote populiste si elle veut espérer recueillir suffisamment de voix. Si le parti veut rester une force anticapitaliste et antifasciste, il doit essayer d'associer la défense des intérêts matériels des personnes socialement défavorisées et les problématiques culturellement de gauche telles que la lutte contre le racisme et l'exclusion sociale. L'échec de Sahra Wagenknecht a bien montré que c'est le seul moyen de faire naître une dynamique extraparlamentaire. La nouvelle génération semble être bien plus fermée sur cette question que ses aînés. Reste à savoir si et comment

48. « Die Regierung hat den Sommer verpennt. Interview mit Katja Kipping », *rnd.de*, 22 décembre 2020, disponible sur : [www.rnd.de](http://www.rnd.de).

49. S. Wagenknecht, « Merkels Endlos-Lockdown wirkt nicht! Es gibt bessere Alternativen », *Focus Online*, 10 janvier 2021, disponible sur : [www.focus.de](http://www.focus.de).

50. « Klimaschutz darf kein Elitentema bleiben. Interview mit Sahra Wagenknecht », *watson.de*, 19 janvier 2021, disponible sur : [www.watson.de](http://www.watson.de).

51. S. Wagenknecht: *Die Selbstgerechten. Mein Gegenprogramm – für Gemeinsinn und Zusammenhalt*, Frankfurt am Main: Campus Verlag, 2021; « Die selbstgerechten Lifestyle-Linken », in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11. April 2021, verfügbar auf: [www.faz.net](http://www.faz.net) (consulté le 12 avril 2021). ; U. Jelpke, « Die Selbstgerechte », in *Junge Welt*, 10 avril 2021, disponible sur : [www.jungewelt.de](http://www.jungewelt.de).

Die Linke peut parvenir à s'imposer comme parti économiquement et culturellement de gauche et à rassembler sous cette étiquette les intérêts de franges de la population très différentes : universitaires et personnes sans qualification n'ayant pas fait d'études, population active et personnes au chômage, migrants et non-migrants.

# Les dernières publications du Cerfa

- P. Maurice, « [Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures](#) », *Notes du Cerfa*, n° 160, avril 2021.
- F. Chr. Matthes, « [La sortie du charbon pour la production d'électricité en Allemagne : un modèle pour l'Europe ?](#) », *Études de l'Ifri*, avril 2021
- M. Krpata, « [L'automobile, talon d'Achille de l'industrie allemande ?](#) », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2021
- U. Eith, « [Le Bade-Wurtemberg sous la direction des Verts – Bilan des deux mandats de Winfried Kretschmann à la tête du Land](#) », *Notes du Cerfa*, n°159, Ifri, mars 2021
- A. Lensing, « [Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ?](#) », *Notes du Cerfa*, n°158, janvier 2021
- C. Major, C. Mölling, « [Autonomie stratégique européenne : arrêtons de nous enliser dans les débats toxiques](#) », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 14 décembre 2020.
- F. Decker, « [L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel](#) », *Notes du Cerfa*, n°157, Ifri, décembre 2020.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)